

<b>3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	
<b>31 - Culture</b>	<b>53.17</b>
<b>Soutien aux structures professionnelles des arts visuels – Centres d’art et structures de diffusion</b>	

**PROGRAMME****31P16 - Art contemporain****EXPOSE DES MOTIFS**

La Région Bourgogne-Franche-Comté conduit une politique volontariste en faveur des arts visuels, en soutenant les structures professionnelles qui accompagnent la création, assurent la diffusion des œuvres et développent des actions de médiation. Ces structures contribuent à la diversité artistique, à l'élargissement des publics et à la structuration du secteur sur l'ensemble du territoire régional.

**BASES LEGALES**

- Régime d'aide n° SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026, exempté de notification à la Commission européenne, adopté sur la base de l'article 53 du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014, de son adaptation au règlement (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017, au règlement (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020, au règlement (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 et au règlement (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023
- Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 1111-4 et L. 4221-1

**DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIFFERENTES MODALITES D'INTERVENTION****OBJECTIFS**

- Soutenir la programmation artistique et culturelle annuelle des structures professionnelles œuvrant dans le champ des arts visuels ;
- Accompagner les actions de création, de diffusion et de médiation, en particulier celles menées en direction des jeunes publics ;
- Contribuer à la structuration du secteur des arts visuels à l'échelle régionale et au rayonnement des artistes, tant sur le territoire qu'au-delà.

**NATURE**

Subvention de fonctionnement

**FINANCEMENT**

La dépense subventionnable retenue correspond à 80% du budget prévisionnel présenté par la structure (hors dotation aux amortissements, charges financières, charges exceptionnelles et contributions volontaires en nature, considérées comme inéligibles).

Le versement des subventions s'effectuera de la manière suivante :

- Pour les subventions inférieures ou égales à 4 000 €, le versement sera réalisé en une fois, de manière forfaitaire, à la demande du bénéficiaire (courrier de demande et attestation sur l'honneur du bon engagement de l'opération). Un bilan qualitatif et financier devra être adressé au service instructeur dans les 6 mois suivant la fin de la période de réalisation de l'opération.
- Pour les subventions supérieures à 4 000 € :
  - Un acompte de 80% peut être versé sur demande du bénéficiaire (courrier de demande et attestation sur l'honneur du bon engagement de l'opération) et, le cas échéant, renvoi de la convention signée sous un délai de 3 mois.

- Le solde final de la subvention sera versé sur présentation du bilan qualitatif de l'opération, d'un bilan financier (budget réalisé) signé par la personne habilitée et d'un état récapitulatif des dépenses mentionnant obligatoirement :
  - La date de facturation
  - L'objet / le prestataire
  - Le montant (HT/TTC)
  - La date et le mode d'acquittement.

Dans tous les cas, le versement de la subvention sera subordonné à la justification du respect des obligations en matière de communication conformément aux dispositions de l'article 4.4.2 du règlement budgétaire et financier ou, le cas échéant, aux dispositions de l'article 5 de la convention, à savoir tout document d'information et de communication existant ou créé pour l'occasion, relatif à l'opération financée par la Région tels que : site internet, réseaux sociaux, invitations, brochures, dépliants, affiches, kakémonos, vidéos, presse (invitation presse, dossier de presse, communiqué de presse).

En l'absence de transmission de cette pièce justificative, le montant total de l'aide à verser sera proratisé à hauteur de 20%.

La subvention sera versée au prorata des dépenses effectivement réalisées au regard de la dépense subventionnable validée par la Région.

A titre dérogatoire, pour les structures ne disposant pas de comptable public, les justificatifs de dépenses pourront être visés de la personne compétente.

La Région pourra exiger la production de l'ensemble des factures acquittées si leur examen est nécessaire à la compréhension des justificatifs fournis.

## **PROCEDURE**

Les demandes de subvention sont déposées en ligne, chaque année, du 15 octobre au 15 novembre de l'année n-1 pour une demande pour l'année n, via la plateforme régionale dématérialisée, accessible via le site institutionnel de la collectivité [www.bourgognefranchecomte.fr](http://www.bourgognefranchecomte.fr)

Les demandes déposées en dehors de cette période seront jugées irrecevables.

Pour être instruit par le service Culture, le dossier devra comporter l'intégralité des pièces demandées et spécifiquement pour ce dispositif :

- Le projet annuel de la structure,
- Le budget prévisionnel annuel de la structure,
- Le bilan d'activités et financier de l'année n-1,
- Une lettre de demande d'aide financière,
- La décision de l'organe délibérant ou de l'autorité compétente sollicitant l'aide régionale,
- La liste des concours financiers et/ou subventions perçus au cours des trois dernières années.

Des pièces complémentaires pourront être demandées au cours de l'instruction.

## **DECISION**

La décision d'attribution sera prise en Assemblée plénière ou en Commission permanente du Conseil régional.

## **EVALUATION**

La réalisation des projets soutenus et la gestion financière seront évaluées par le service culture sur la base des bilans d'activités et financiers transmis au moment du solde, ainsi que de tout autre document complémentaire jugé nécessaire à l'analyse.

## **1. AIDE AUX CENTRES D'ART CONTEMPORAIN**

### **MONTANT**

Le montant de l'aide est plafonné à 20% du budget prévisionnel annuel de la structure pour l'année n et ne peut être supérieur à 100 000 €.

### **BENEFICIAIRES**

Sont éligibles les centres d'art contemporain conventionnés ou labellisés par le ministère de la Culture, administrés sous la forme d'associations.

### **CRITERES D'ELIGIBILITE**

Sont éligibles les structures répondant à l'ensemble des conditions suivantes :

- Être conventionnée ou labellisée "Centre d'art contemporain d'intérêt national" par le ministère de la Culture ;
- Proposer une programmation artistique et culturelle annuelle ;
- Assurer une ouverture régulière au public ;
- Faire preuve d'exigence artistique et de diversité dans les esthétiques présentées ;
- Mettre en œuvre des dispositifs innovants de présentation des œuvres ;
- Concevoir des actions de formation et de sensibilisation favorisant l'accès aux arts visuels, notamment pour les jeunes publics (lycéens, apprentis) ;
- Contribuer au rayonnement de la création artistique en région et au-delà ;
- Garantir des conditions de rémunération équitables pour les artistes et les professionnels impliqués dans le projet culturel ;
- Participer à la structuration du secteur des arts visuels, notamment par l'appui aux réseaux existants, la mutualisation des moyens de production et de diffusion, et la valorisation des artistes régionaux.

La conformité du projet à tout ou partie des critères d'éligibilité ne garantit pas l'automatisme de l'attribution de l'aide demandée.

## **2. AIDE AUX STRUCTURES DE DIFFUSION**

### **MONTANT**

Le montant de l'aide est plafonné à 25% du budget prévisionnel annuel de la structure.

### **BENEFICIAIRES**

- Associations
- Collectivités territoriales

### **CRITERES D'ELIGIBILITE**

Pour être éligibles, les structures doivent répondre à l'ensemble des conditions suivantes :

- Disposer d'au moins un emploi salarié permanent ;
- Proposer une programmation annuelle et régulière d'expositions, avec un minimum de trois expositions par an, dont le contenu artistique est clairement défini et témoigne d'une exigence curatoriale ;
- Assurer une ouverture régulière au public (au moins 3 jours par semaine sur une période de 8 mois minimum), avec des horaires accessibles et une communication adaptée ;
- Mettre en œuvre, avec le concours de personnel qualifié, un programme de médiation et de sensibilisation ambitieux, témoignant d'une réelle attention portée aux publics ;
- Démontrer une dimension partenariale, attestée par plusieurs collaborations formalisées avec des acteurs culturels, éducatifs ou sociaux ;
- Présenter une pluralité de sources de financement, incluant au moins un cofinancement public autre que celui de la Région ;
- Garantir des conditions de rémunération correspondant aux standards en vigueur pour les artistes et les professionnels impliqués dans le projet culturel ;

- Valoriser la création artistique régionale, notamment par la présentation d'artistes implantés en Bourgogne-Franche-Comté, attestées par leur présence dans la programmation ou dans les actions de médiation.

Ne sont pas éligibles :

- Les structures dont l'activité principale est la vente d'œuvres ou l'organisation d'événements commerciaux (expositions-vente, salons) ;
- Les structures bénéficiant déjà d'un soutien régional au titre d'un autre dispositif.

La conformité du projet à tout ou partie des critères d'éligibilité ne garantit pas l'automatisme de l'attribution de l'aide demandée.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

La date limite d'application de ce règlement d'intervention est le 31/12/2028.

---

## **TEXTES DE REFERENCES**

- Délibération n° 17AP.198 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 29 et 30 juin 2017
- Délibération n° 17AP.266 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 17 novembre 2017
- Délibération n° 19AP.46 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 13 et 14 décembre 2018
- Délibération n° 20AP.69 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 11, 12 et 13 décembre 2019
- Délibération n° 23CP.109 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 27 janvier 2023
- Délibération n° 23CP.843 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 20 octobre 2023
- Délibération n° 24CP.452 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 31 mai 2024
- Délibération n° ----- de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 26 septembre 2025

(BENEFICIAIRE)

REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

**CONVENTION TYPE DE SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT GENERAL DE LA STRUCTURE**  
N°.....

**ENTRE d'une part :**

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANCON CEDEX, représentée par ....., Président du Conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du conseil régional n° ..... en date du ....., ci-après désignée par le terme « la Région ».

**ET d'autre part :**

.....  
ci-après désigné par le terme « le bénéficiaire » représenté par .....

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

VU le régime d'aide n° SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026, exempté de notification à la Commission européenne, adopté sur la base de l'article 53 du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014, de son adaptation au règlement (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017, au règlement (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020, au règlement (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 et au règlement (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023,

VU le règlement budgétaire et financier adopté le .....,

VU la demande d'aide formulée par ..... en date du .....

VU la délibération du conseil régional n° ..... en date du ....., transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le .....

**I - PREALABLEMENT, IL EST RAPPELE :**

La Région entend mettre en œuvre une politique ambitieuse en faveur de l'art contemporain, dont la diffusion en Bourgogne-Franche-Comté est assurée par un ensemble d'acteurs publics ou associatifs qui contribuent à montrer la diversité des productions artistiques. Ainsi elle soutient la création contemporaine et les projets de diffusion accompagnés d'un volet de médiation en direction des publics.

## II - IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la Région et du bénéficiaire dans la poursuite de l'objet social de l'association, tel que ci-après décrit, et lequel revêt un intérêt régional.

.....

.....

.....

### **Article 2 : Engagement de la Région**

La Région s'engage, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 3.2 des présentes, à attribuer au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de ..... € (..... euros).

La ventilation de la dépense subventionnable par poste figure dans le budget prévisionnel (**annexe 1**).

### **Article 3 : Versement de la subvention**

**3.1** - Le versement de la subvention visée à l'article 2 précité sera subordonné :

- à la production des justificatifs visés à l'article 3.2,
- au respect des engagements visés à l'article 4.

**3.2** - Le versement de l'aide prévue à l'article 2 sera effectué de la façon suivante :

- Une avance de 80 % à signature de la convention sur demande préalable du bénéficiaire (courrier ou mail signé) qui devra justifier de l'engagement de l'action
- Le solde de 20% maximum, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation :
  - du bilan financier de l'opération signé de la personne compétente (annexe 2 de la convention)
  - du bilan et compte de résultat de l'exercice clos considéré certifiés par le commissaire aux comptes <sup>1</sup> ou à défaut par la personne compétente (expert-comptable, trésorier ou responsable de la structure),
  - de la justification du respect des obligations en matière de communication conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente convention, à savoir tout document d'information et de communication existant ou créé pour l'occasion, relatif à l'opération financée par la Région tels que : site internet, réseaux sociaux, invitations, brochures, dépliants, affiches, kakémonos, vidéos, presse (invitation presse, dossier de presse, communiqué de presse) ...  
En l'absence de transmission de cette pièce justificative, le montant total de l'aide à verser sera proratisé à hauteur de 20%.

**3.3** - Le bénéficiaire dispose d'un délai de 6 mois à compter de la fin du délai de réalisation de l'opération pour produire sa demande de versement du solde accompagnée des pièces justificatives exigées. Passé ce délai, la subvention régionale ne pourra plus faire l'objet d'aucun versement.

**3.4** - Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts et contributions, de quelque nature qu'ils soient, que la présente convention serait susceptible de générer, afin que la Région ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard.

---

<sup>1</sup> Obligation de certification des comptes par commissaire aux comptes, loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et article L612-1 du code de commerce

#### **Article 4 : Engagements du bénéficiaire, information et contrôle sur la réalisation des opérations subventionnées**

En cas de non-respect des engagements visés ci-dessous, la Région pourra procéder à une demande de reversement de la subvention en totalité ou au prorata temporis ou materiae, par l'émission d'un titre de recette.

##### **4.1 – Réalisation du projet**

- Le bénéficiaire s'engage à réaliser les actions dans les conditions décrites dans le dossier présenté au moment de la demande d'aide régionale.
- Le bénéficiaire s'engage à employer l'intégralité de la subvention régionale pour mener à bien l'opération subventionnée.
- Le bénéficiaire s'engage à faire mention du concours financier de la Région et apposer le logo type du Conseil régional sur tout support de communication conformément à l'article 4.4.2 du règlement budget aire et financier.
- Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation européenne relative aux aides d'Etat le cas échéant.

##### **4.2 – Information et contrôle**

- Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région toute information relative aux événements énumérés ci-après dans un délai de 3 mois à compter de leur survenance :

- en cas de transfert de l'activité hors de la région,
- en cas de liquidation, redressement judiciaire ou mise en œuvre d'une procédure de sauvegarde ou de conciliation.

- Le bénéficiaire s'oblige à laisser la Région effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'elle jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que cette dernière soit en mesure de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus des présentes.

A cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région tout document et tout renseignement qu'elle pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

Dans tous les cas, la Région peut déléguer une mission d'audit auprès des organismes bénéficiaires de ses subventions. Ceux-ci devront tenir à disposition les documents nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

- Le bénéficiaire s'engage à faire connaître à la Région les autres financements publics dont il dispose. Lorsque le Conseil régional constate que les comptes de l'opération produits par le bénéficiaire font apparaître un excédent, l'opération subventionnée fait l'objet d'un examen afin de relever un éventuel surfinancement. La Région émettra un titre de recette du montant correspondant.

- Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant apparaître les résultats de leur activité.

#### **Article 5 : Obligations en matière de communication**

En contrepartie de l'aide financière apportée par la Région pour la réalisation de son projet ou de son opération, et dans l'objectif d'assurer la transparence sur l'octroi de fonds publics et la valorisation de l'action de la collectivité, le bénéficiaire d'une aide régionale est tenu de mentionner le concours financier de la Région et de respecter certaines obligations en matière de publicité et de communication. Ces obligations s'imposent aux personnes morales, les personnes physiques étant exclues du périmètre d'application.

La mention du financement régional devra être réalisée en intégrant le logo suivant sur tout support d'information et de communication :



Le logo est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.bourgognefranche-comte.fr/kit-com>

Lorsque le bénéficiaire dispose d'outils numériques :

- site internet : le montant de l'aide devra figurer sur le site internet ainsi qu'une description succincte de l'opération financée, sa finalité et ses résultats.  
La description devra être proportionnée au niveau de soutien et être adaptée en fonction de l'importance du projet.
- réseaux sociaux : le soutien financier de la Région devra également être mentionné sur les réseaux sociaux si le bénéficiaire de l'aide en fait usage, avec l'utilisation des comptes suivants le cas échéant : @bfc\_region, @regionbourgognefranche-comte, @Region Bourgogne-FrancheComte.

Lors d'une inauguration ou d'un évènement relatif à l'opération financée, le bénéficiaire devra informer les journalistes et la presse du soutien financier apporté par la collectivité au projet.

Le logo ci-dessus devra être intégré sur tout document d'information et de communication existant ou créé pour l'occasion, relatif à l'opération financée par la Région tels que : site internet, réseaux sociaux, invitations, brochures, dépliants, affiches, kakémonos, vidéos, presse (invitation presse, dossier de presse, communiqué de presse) ...

#### **Article 6 : Non versement et restitution de la subvention**

La Région se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'émettre un titre de recette pour mise en recouvrement par le payeur régional de tout ou partie du montant de la subvention versée :

- en cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à ses engagements et obligations,
- en cas d'utilisation non conforme à l'objet de l'opération subventionnée,
- en cas d'inexactitude des informations fournies et des déclarations faites par le bénéficiaire à la Région,
- en cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de la réalisation de l'opération financée,
- en cas de transfert de l'activité hors de la région Bourgogne Franche Comté,
- en cas de non-présentation à la Région par le bénéficiaire de l'ensemble des documents exigés à l'article 4.2 de la présente convention et aux articles 4.2.2. et 4.3 du règlement budgétaire et financier,
- en cas de non-justification des dépenses relatives à l'avance ou aux acomptes versés sur dépenses engagées,
- s'il apparaît, au moment de l'examen des comptes de l'opération transmis par le bénéficiaire, un financement supérieur au coût réel des dépenses nécessaires à l'opération (trop perçu),
- en cas de non-respect de la réglementation européenne sur l'attribution des aides d'Etat, le cas échéant.

#### **Article 7 : Résiliation**

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 6 précité, à l'exception du cas de trop perçu, entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeure ou accord de la collectivité.

#### **Article 8 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature par la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (1 an pour la réalisation de l'opération, 2 ans pour les contrôles de la Région).

La convention doit être signée par le bénéficiaire dans un délai maximum de trois mois à partir de l'envoi pour signature par la Région.



### **Article 9 : Période d'éligibilité des dépenses**

La période d'éligibilité des dépenses correspond à l'exercice ... soit du ... au ... .

### **Article 10 : Règlement amiable**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

### **Article 11: Attribution de la juridiction**

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 10, le tribunal administratif de Besançon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

### **Article 12 : Dispositions diverses**

**12.1** - L'annexe 1 relative à la détermination de la dépense subventionnable du projet, fait partie intégrante de la présente convention.

**12.2** - L'annexe 2 relative au bilan financier de l'exercice fait partie intégrante de la présente convention.

**12.3** - Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1<sup>er</sup>.

**12.4** - Les justificatifs visés aux articles 3 et 4 de la présente convention seront transmis par le bénéficiaire à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté  
Direction de la culture, du sport et de la jeunesse  
17 boulevard de la Trémouille  
CS 23502  
21035 DIJON cedex

Fait à ... , le .....  
en deux exemplaires originaux

(Bénéficiaire)

Le Président du Conseil régional de Bourgogne-  
Franche-Comté

M.....

.....

**ANNEXE 1 à la convention****BUDGET PREVISIONNEL HT ou TTC****Exercice 20**

CHARGES	Coût total	Dépense subventionnable (coûts éligibles)	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>			<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services				
Achats matières et fournitures			<b>74- Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>	
Autres fournitures			Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 – Services extérieurs</b>			Ministère de la culture	
Locations				
Entretien et réparation			Région Bourgogne-Franche-Comté	
Assurance				
Documentation			Département	
<b>62 – Autres services extérieurs</b>				
Rémunérations intermédiaires et honoraires				
Publicité, publication				
Déplacements, missions			Commune :	
Services bancaires, autres				
<b>63 – Impôts et taxes</b>			Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération				
Autres impôts et taxes				
<b>64- Charges de personnel</b>				
Rémunération des personnels				
Charges sociales			Autres	
Autres charges de personnel			Aides privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>			<b>75 – Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>			<b>76- Produits financiers</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>			<b>78 – Reprise sur amortissements et provisions</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>			<b>79 – Transfert de charges</b>	
CHARGES INDIRECTES				
Charges fixes de fonctionnement				
Frais financiers				
Autres				
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>4</sup></b>				
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>			<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature			Bénévolat	
Mise a disposition gratuite de biens et prestations			Prestations en nature	
Personnel bénévole			Dons en nature	
<b>TOTAL</b>			<b>TOTAL</b>	
<p><b>La subvention de ..... € représente ..... % du total des produits :</b>  (montant demandé/total des produits) x 100</p>				

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>4</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**ANNEXE 2 à la convention**

# BILAN FINANCIER HT ou TTC

## Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
<b>60 – Achat</b>	0	0		<b>70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services</b>			
Prestations de services							
Achats matières et fournitures				<b>73 – Dotations et produits de tarification</b>			
Autres fournitures							
<b>61 - Services extérieurs</b>	0	0		<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>	0	0	
Locations immobilières				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				Département(s) :			
Documentation							
Divers							
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI			
Rémunérations intermédiaires et honoraires							
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes							
<b>64 - Charges de personnel</b>	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA - Emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>			
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
<b>66 - Charges financières</b>				<b>76 - Produits financiers</b>			
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>				<b>77 – Produits exceptionnels</b>			
<b>68 - Dotation aux amortissements</b>				<b>78 – Reports</b> ressources non utilisées d'opérations antérieures			
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>				<b>Ressources propres affectées à l'action</b>			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>							
<b>Frais financiers</b>							
<b>Autres</b>							
<b>Total des charges</b>	0	0		<b>Total des produits</b>	0	0	
<b>Contributions volontaires</b>							
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0	0		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	0	0		<b>TOTAL</b>	0	0	
<b>La subvention de ..... € représente ..... % du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100							

Fait à ....., le .....  
Signature :

Signature :

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.